

ANC

UNE VIEILLE DAME TRES DIGNE

L'African National Congress, l'organisation la plus représentative de la lutte des Noirs contre l'apartheid, a soixante-quinze ans, et son avenir devant elle.

ANC. Ces trois lettres ne font pas tilt dans tous les esprits. African National Congress... Le mouvement noir sud-africain le plus représentatif de la lutte contre l'apartheid. L'apartheid, c'est bien sûr la séparation entre Blancs et Noirs ; l'inégalité, l'injustice et la violence dont sont victimes ces derniers... Mais encore ? L'apartheid est beaucoup plus : un système d'organisation de l'Afrique du Sud qui renforce et officialise une discrimination raciale existant dans les mœurs depuis l'implantation des colons dans ce pays. N'oublions jamais qu'il est le seul au monde à avoir inscrit le racisme dans sa constitution. Celle-ci prévoit les piliers de ce système qui ne sont pas toujours bien connus à l'étranger.

Des peuples opprimés par l'apartheid ont jailli depuis longtemps des résistances. L'ANC, dès sa fondation, a proclamé l'unité de la nation africaine par-delà les divisions tribales et collaboré avec des organisations politiques indiennes et métisses. On distingue deux grandes périodes dans la vie de ce mouvement : la première est pacifique, la seconde violente.

L'ANC, influencée par Gandhi qui avait séjourné vingt ans en Afrique du Sud, jusqu'en 1914, et organisé la résistance indienne par des méthodes non violentes, va suivre son exemple pendant cinquante ans. En 1955, l'ANC réunit un congrès du peuple où se trouvent des représentants noirs, métis, indiens et blancs démocrates. Ils élaborent et adoptent la *Charte de la liberté* dont voici les grands principes : « L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, Blancs et Noirs, et aucun gouvernement n'est justifié à prétendre exercer l'autorité s'il ne la tient de la volonté de tous ». Affirmation des droits politiques, du droit à la liberté d'expression et de déplacement pour tous ainsi que l'égalité de l'instruction et des salaires. Ce grand élan se termine par un appel à la paix et l'amitié. Réponse du gouvernement : de nombreuses arrestations et traduction en justice de 156 signataires accusés de trahison.

En 1960, à la suite d'un événement grave, l'ANC se résout à changer de tactique : elle avait lancé une action de résistance passive contre la loi des laissez-passer. Lors d'une manifestation pacifique à Sharpeville le 21 mars 1960, la police tire sur une foule de Noirs désarmés qui se présentaient sans passeport devant les postes de police. 69 morts, plus de 200 blessés. L'état d'urgence est pro-

clamé, arrestation de 20 000 personnes dont 2 000 sont détenues sans jugement. Le 8 avril l'ANC est interdite ainsi qu'un autre parti noir d'opposition, le PAC, et leurs deux dirigeants sont condamnés à trois ans de prison. Albert Luthuli, le chef de l'ANC, recevra le Prix Nobel de la paix un an plus tard, en 1961.

Pacifisme, non-violence pendant cinquante ans. De grandes proclamations, un prix de la paix pour aboutir à quoi ? Résultat nul : le pouvoir refuse catégoriquement le dialogue avec l'organisation la plus représentative des Noirs et les prisonniers et morts se multiplient.

Le 16 décembre 1961, les militants de l'ANC et du PAC lancent une campagne de sabotage soutenue par des Indiens et quelques Blancs. Répression implacable. Arrestation en 1963 de dix dirigeants de l'ANC ainsi que de Nelson Mandela alors âgé de 45 ans qui a été avec Olivier Tambo, l'actuel président de l'ANC, le premier avocat noir d'Afrique du Sud. Emprisonnement à vie pour tous. Ces peines marquent le début d'une période tachée de multiples condamnations allant jusqu'à la mort (2 pendaions par semaine de 1963 à 1965).

Mais, alors qu'elle paraissait brisée en 1965, la résistance se relève. Malgré les persécutions et le démantèlement de ses réseaux, l'ANC se reconstitue comme organisation clandestine. Certains de ses membres préparent la lutte armée avec les mouvements de libération de la Rhodésie (ZAPU), de la Namibie (SWAPO) et des colonies portugaises. D'autres continuent la lutte politique en Afrique du Sud en distribuant des tracts et en proclamant des slogans sur bandes magnétiques dans les lieux publics.

Impossible de franchir les frontières : les pays amis se font rappeler à l'ordre par Pretoria.

Leur lutte, celle du peuple africain, est jalonnée d'événements sanglants. En 1973, grèves de Durban. En 1976, révolte de 10 000 collégiens à Soweto ; les émeutes débordent l'école, se répandent dans toutes les grandes zones industrielles du sud. Répression policière sanglante : officiellement 176 tués, plus de 1 000 blessés et 1 300 arrestations. Ces événements tristement connus dans le monde entier n'entraînent aucune réforme réelle, mais une accentuation de la répression. Des détenus meurent à la suite de mauvais traitements. Malgré les vives réactions de l'opinion internationale, le gouvernement réplique plus durement que jamais : arrestations de personnalités noires et blanches, mise hors la loi de dix-huit organisations, interdiction de journaux, bannissements...

Lorsque des militants de l'ANC franchissent une frontière, les pays d'accueil reçoivent de sérieuses mises en garde souvent accompagnées d'actions de la police ou de l'armée sud-africaine à l'intérieur de leur territoire national. L'ANC accueille et forme politiquement et militairement de nombreux lycéens qui ont fui Soweto et voit se développer son prestige dans les townships (1).

« POUR NELSON MANDELA »

« Nous ne voulions pas, dit Mustapha Tlili, qui est à l'origine de ce recueil de textes parus chez Gallimard, d'un livre didactique. Il s'agissait surtout de rendre compte, non de Mandela comme personne, mais comme figure morale, comme Platon fait parler Socrate. Comme Socrate devant ses juges, Mandela aujourd'hui est un précurseur, le symbole têtue d'une idée de l'humanité et de la liberté, qui englobe malgré eux les Sud-Africains blancs, et reste le témoin du droit occidental et de sa dégradation.

L'idée nous est venue, après le succès de l'exposition des peintres contre l'apartheid, d'ériger un monument littéraire en l'honneur de Mandela ; pas de proclamation ni de slogans, mais une œuvre d'art, qui interpelle autour de Mandela tout un public qui n'est pas naturellement amené

à penser l'apartheid. » Le pari de M. Tlili est gagné : « Pour Nelson Mandela », c'est de la littérature, et de la belle. Peut-être faut-il se livrer au jeu des extraits, seul moyen de rendre compte du foisonnement extrême de ce livre.

Pour Jacques Derrida, l'admiration qu'on doit à Mandela naît des admirations de Mandela lui-même : pour le Droit, pour la Loi contre la force, pour la Démocratie contre ses juges : « On ne cessera jamais de l'admirer, lui et son admiration. Mais on ne sait pas encore qui admirer en lui, celui qui, dans le passé, aura été captif de son admiration ou celui qui, dans un futur antérieur, aura toujours été libre (l'homme le plus libre du monde, ne le disons pas à la légère) pour avoir eu la patience de son admiration et sa passionnée, ce qu'il devait admirer. Jusqu'à refuser, hier encore, une liberté condition-

nelle. » Nadine Gordimer note que tout ce qui a trait à Mandela est censuré en RSA. Pourtant « les hauts murs derrière lesquels il est relégué n'ont jamais oblitéré sa présence. Ce n'est pas une figure du passé que son peuple vénère en lui, mais l'incarnation de leur avenir... » Jorge Amado : « Nous, Brésiliens, connaissons très bien Nelson Mandela. Et depuis très longtemps... En vérité, nous l'avons ici : il vit parmi nous depuis quatre siècles. » De Susan Sontag, peut-être la phrase la plus forte du livre : « Cet homme, ce pays. » D'Hélène Cixous, cette interrogation : « Comment vais-je oser parler d'une histoire aussi cruelle, que je n'ai pas vécue, ni personne de mes très proches, et qui me sera toujours épargnée ?

Ce sera un honneur. J'irai donc sans la pudeur qui ressemble tant à l'orgueil.

Maintenant, je vais faire une déclaration d'amour à Nelson et Winnie Mandela. » Edmond Jabès, qui pose la question fondamentale : « Comment ses bourreaux pourraient-ils venir à bout d'un homme dont le silence les a, déjà, réduits à rien ? » Heiner Müller évoque à propos de Mandela la figure du soldat Woyzeck, Mustapha Tlili celle d'une tunisienne, Horia, qui se bat pour préserver son seul bien de vieille femme solitaire, la ligne d'horizon de la Montagne ocre devant chez elle, qu'on veut boucher de constructions nouvelles. Il faudrait encore citer Juan Goytisolo, Sevro Sarduy, Kateb Yacine, et Maurice Blanchot qui ferme ainsi le livre, citant des propos de Breitenbach à Winnie Mandela : « Notre cœur est avec toi, l'Afrique sera libérée. »

Pour Nelson Mandela, recueil de textes de quinze écrivains, NRF.

En 1980, elle lance la campagne pour la libération de N. Mandela ; des milliers de personnes signent leur soutien. Sa popularité augmente encore après l'attentat à la bombe contre les usines Sasol (transformation du charbon en pétrole) qui consterne la population blanche. Jusqu'à ce que ses militants soient expulsés du Swaziland et du Mozambique en 1984, l'ANC multiplie les attentats, mais toujours contre des cibles « politiques » : bureaux de police, bases militaires, raffineries de pétrole et centrales électriques.

En 1981, une enquête du *Star* indique que 40 % des habitants des townships, convaincus de la nécessité d'une confrontation directe et violente, adhèrent à l'ANC. Celle-ci demeure le seul mouvement politique structuré. Cependant, elle ne rencontre pas un soutien généralisé en Afrique du Sud, aussi bien de la part des Indiens et Métis que des Noirs de la bourgeoisie. Certains lui reprochent son alliance avec le parti communiste sud-africain. D'autres mouvements participent, chacun à sa manière, à la lutte de

libération. L'UDF, en 1983, lors d'un grand rassemblement, décide d'envoyer une lettre au Premier ministre, M. Botha, lui réclamant la libération inconditionnelle de N. Mandela et des autres opposants à l'apartheid ainsi que l'établissement d'une constitution non raciale et démocratique. Affrontements dans les milieux scolaires et du travail ; grèves, morts, blessés... On n'en finit pas de monter les marches de l'escalade de la violence avec l'impression d'une accélération.

Cependant le temps des concessions est venu pour les dirigeants de ce pays ; il faut colmater la plaie béante qui ne

veut pas se refermer par des coups. M. Botha propose une nouvelle constitution associant métis et Indiens à l'exercice du pouvoir mais rejetant les Noirs. Le 3 septembre 1984, jour de l'entrée en application de la nouvelle constitution, débutent des émeutes qui vont faire 700 victimes en un an. Les Noirs se révoltent contre ce système qui leur nie toute existence dans le pays où ils sont nés. Répression ; morts ; emprisonnements... Encore... Toujours ? Les 5 et 6 novembre 1984 : grève générale du Transvaal ; 1 000 000 de chômeurs. Le travail de politisation de la communauté noire poursuivi dans l'ombre depuis plusieurs années, porte ses fruits. Les habitants des townships, pour la première fois, prouvent qu'ils peuvent paralyser l'économie.

Le pouvoir blanc recule encore, poussé aux concessions par les chefs d'entreprise blancs et l'opinion internationale. Il propose la liberté à N. Mandela s'il renonce définitivement à toute violence, tout en sachant que celui-ci refusera. En

Suite page 42.

1956 : Nelson Mandela lors du procès de la Trahison.



M. LOUVESGAMA